



Sommaire N° 6-7 (2019)

du 18 au 24 février 2019

Editorial

Lendemain de fête

Technologies & Internet

Pékin sème le vent, Huawei récolte la tempête

Sport

Cure de Jouvence pour le ballon rond

Transports

Une Chine à vitesse grand « V »

Xinjiang

Simoun au Xinjiang

Agriculture

La Chine, mère nourricière ?

Blog

TikTok, aussi inquiétant que Huawei ?

Petit Peuple

Canton - Le chien volant de Mei Yunqi (1ère partie)

Rendez-vous

Semaine du 18 au 24 février 2019

Vent de la Chine

Le Vent de la Chine... sur votre smartphone !

Editorial : Lendemain de fête

Le 19 février, la fête des Lanternes clôture les agapes du **nouvel an lunaire**, et la plus large migration humaine (春运 chūnyùn): 3 milliards de déplacements dont la majorité en bus, 415 millions en train, 73 millions en avion.

Le **gala TV** (春晚, chūnwǎn) fut un « succès phénoménal », avec 1,17 milliard de Chinois scotchés au petit écran et 900 millions de ¥ offerts dans la nuit par **enveloppes rouges** (红包 hóngbāo) virtuelles.

Un temps fort fut la danse réglée comme une horloge de 20 000 élèves du temple Shaolin (cf photo). Un magicien, pourtant célèbre, devint la risée du pays en ratant un tour de passe-passe. Au total, la **CCTV** fit état de 97% de téléspectateurs satisfaits... Sans source indépendante bien sûr, pour corroborer !

Partout dans les foyers et les restaurants, ce fut un défilé ininterrompu de banquets, mets traditionnels ou plus rares, locaux ou importés, où souvent le porc manquait à l'appel—un comble, alors que c'était l'animal dont le pays honorait le signe ! Mais six mois de pandémie de **fièvre porcine** avaient causé une baisse de 20% de la production.

Aujourd'hui, pour défendre le porc, certains activistes montent au créneau et dénoncent l'**islamisation inquiétante** de la société : ils s'insurgent contre les menus « halal » des restaurants universitaires ou des avions. Par rapport aux dernières [années du Cochon \(2007 ou 1995\)](#), l'évolution des mentalités apparaît saisissant : hier, dans un souci officiel de ménager les sensibilités des minorités musulmanes, toute publicité pour le porc était bannie.

La dernière bouchée avalée, des millions se ruèrent vers les salles obscures : en une semaine, « *The Wandering Earth* », le dernier **film** de science-fiction chinois, récolta 311 millions de \$ au box-office. Victime de son succès, des dizaines de copies piratées circulèrent sur internet,

au grand dam des producteurs qui ameutèrent en vain les autorités.

Au festival de Berlin, un autre film eut moins de chance : « *Une seconde* » de **Zhang Yimou**, fut retiré au dernier moment, sur ordre de Pékin. A ce qui se murmurait, c'était en raison du thème, la Révolution Culturelle, toujours mal vu auprès de certaines instances...

Outre les étrennes, les Chinois s'inondèrent de cadeaux avec une préférence cette année aux enceintes connectées et aux produits cosmétiques, dixit **Alibaba**. 149 milliards de \$ furent dépensés (+8,5%). Mais la tendance ne doit pas tromper : c'est la hausse la plus faible en une décennie, signe d'une croissance qui cale. Autre indice abondant dans le même sens, la croissance du **PIB** de 2018 à +6,6%, est la plus basse en 28 ans.

A titre de relance, le pouvoir doit envisager de s'attaquer aux mesures reportées depuis six ans, mais auxquelles il est idéologiquement hostile. En 2013, il promettait de concéder plus de rôle au marché et de lâcher sa protection des **entreprises d'Etat** endettées. Mais il n'en a rien été : les deux-tiers aujourd'hui continuent à perdre de l'argent, tandis que le secteur privé a fait l'objet d'une attaque en règle l'an passé. Au contraire, les groupes d'Etat nantis de leur monopole et d'un accès privilégié au crédit, amassaient des profits records de 1200 milliards de yuans. C'est ce qui incite **Nicholas Lardy**, économiste très respecté de l'Institut Peterson, à avertir du prix à payer demain, si la Chine continue de maintenir en vie les entreprises « zombies » dévoreuses de subventions, et de reporter la réforme de ce secteur public tirant la croissance vers le bas. Cependant le Président Xi Jinping, englué dans sa guerre commerciale avec les USA et les critiques internes, pourrait-il se désavouer en entamant une réforme qui lui donne l'air de céder aux pressions américaines ? A parler clair, cela apparaît hautement improbable.

Technologies & Internet : Pékin sème le vent, Huawei récolte la tempête



Les prochaines semaines seront déterminantes pour le réseau mondial de télécommunication de 5ème génération (5G). D'ici six mois au plus, les nations devraient avoir fait leur choix parmi les fournisseurs : Huawei, ou les autres. Ce choix est important : cette technologie va centupler la capacité de transmission embarquée, et permettre à des entreprises d'activer des objets connectés dans tous les domaines de la vie courante. En retour, elle offrira au groupe exploitant une masse infinie de données sur les individus, entreprises ou Etats, posant ainsi un problème de sécurité et de souveraineté. Tout ceci, à partir de 2020.

Huawei, avec ses 100 000 employés et 100 milliards de \$ de ventes annuelles, contrôle 28% du marché mondial des télécoms, et vend sa 5G, 20 à 30% moins cher que la concurrence américaine ou européenne.

Mais le groupe de Shenzhen est en butte à une campagne vive du gouvernement américain pour dissuader de s'équiper Huawei. **D.Trump** tient sous le coude un ordre exécutif qui bannira sur sol américain les technologies de « puissances adversaires », Chine et Russie. L'ordre pourrait être publié avant le **MWC** (Mobile World Congress, du 25-28 février à Barcelone), où nations et groupes de téléphonie découvriront les dernières technologies. Mais une percée dans les négociations commerciales sino-américaines pourrait aussi remettre en cause ce ban.

Depuis le 11 février, l'équipe de Trump au complet, en mission à travers le monde, était en croisade contre Huawei. Le secrétaire d'Etat **M. Pompeo** arpentait 5 pays d'Europe (Hongrie, Slovaquie, Pologne, Belgique, Islande) pour faire pression : en cas de choix en faveur de Huawei, les Etats-Unis

pourraient prendre leurs distances, voire retirer leur présence militaire dans le pays transgresseur. Le 13 février à Varsovie, le vice-président **M. Pence** félicitait le pays de « protéger son secteur des télécoms de la Chine ». Pour sa part **P. Shanahan**, secrétaire à la Défense, participait à Munich à la conférence annuelle mondiale de sécurité, y compris sur ce sujet.

Pendant ce temps **Steven Mnuchin** et **Robert Lighthizer**, les négociateurs américains au commerce, discutaient à Pékin avec **Liu He** le bras droit de **Xi Jinping** pour trouver un terrain d'entente. Et le 15 février, Xi se joignait à la rencontre. En cas de succès, Trump se disait prêt à repousser la date limite du 1er mars où 200 milliards de \$ d'exportations devraient voir leur taxation passer de 10% à 25%.

Au 1er rang des reproches faits à Huawei, figure la loi chinoise de cybersécurité de 2017, qui impose à toute firme chinoise, en Chine ou à l'étranger, de coopérer avec les renseignements chinois. Trump accuse aussi Huawei, avec le soutien massif de son gouvernement, de viser le monopole mondial, et d'espionner les secrets industriels ou politiques des pays usagers, pour le compte d'une Chine prête à les exploiter à des fins hégémoniques.

Face au déluge d'accusations, Huawei se défend, alléguant qu'elle est une entreprise privée propriété à 100% de ses employés, et qu'une collusion avec son gouvernement serait contraire à ses intérêts. Huawei promet toutes sortes de garanties et des investissements pour renforcer sa sécurité en milliards de \$.

En **Thaïlande**, il offre un centre de tests à 22,5 millions de \$, au milieu d'un « corridor » industriel près de Bangkok. A la **Pologne**, il propose un centre de sécurité cybernétique. En **Hongrie**, il menace de porter plainte contre des accusations publiques d'espionnage. Au Vietnam, en Nouvelle-Zélande, au Canada, Huawei poursuit son opération séduction...

Aux Etats-Unis même, le combat semble perdu d'avance : Huawei y est déjà limité depuis 2012, et des serveurs comme **ATT** ou **Verizon** se sont prononcés contre sa

5G.

Le véritable enjeu est l'Europe, qui doit ménager l'allié américain et sa sécurité, mais aussi tenir compte de l'importante différence de coûts entre offres chinoise et américaine.

Cependant dans cet épineux dossier, **R. Hannigan**, l'ex-directeur de la cybersécurité britannique apporte une lumière, en publiant les résultats de multiples années de surveillance de Huawei comme acteur des télécoms du Royaume-Uni. L'analyse de ses équipements, codes, protocoles et règlements intérieurs aurait permis de constater des négligences de sécurité, en hardware et en protocoles. Huawei les a admises et promis d'y remédier. Par contre, l'agence nationale britannique n'a trouvé aucune preuve d'espionnage cybernétique de la part de Huawei. En fait, les attaques ont toujours émané de groupes de hackers chinois, supposément pour le compte des autorités chinoises. Dans ces conditions, selon Hannigan, bannir Huawei est se tromper d'adversaire : la solution doit plutôt consister à protéger adéquatement les réseaux de chaque pays, en fonction de la confidentialité requise dans chaque secteur, selon ses usagers : défense, ministères, industries, ou grand public. Et de fait, des pays tels l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni ou la France semblent sur le point de refuser le principe d'une interdiction d'un pays, préférant octroyer ses licences aux équipementiers et fournisseurs de service, en fonction du respect d'une série de normes de sécurité.

En parallèle, ces pays européens poursuivent l'enquête sur les risques de cyber menace chinoise : l'Union Européenne peaufine un cadre général de sanctions aux entreprises ou aux nations prises sur le fait à pratiquer le cyber-espionnage et le vol de données privées.

Tout ceci, pour conclure, laisse le sentiment que Pékin pourrait à présent se mordre les doigts d'avoir passé en 2017 cette loi de cyber-sécurité si agressive : elle inquiète et dresse aujourd'hui le monde contre ses industries nouvelles, celles-là même que sa loi prétendait favoriser.

Sport : Cure de Jouvence pour le ballon rond



John Hou Saeter n'est pas le profil le plus connu du championnat chinois, mais pour son club du **Guo'an**, son arrivée pourrait changer la donne. Le 13 février, le club pékinois annonçait fièrement la **naturalisation** de sa recrue de 21 ans, directement atterrie de Norvège. D'autres devraient suivre, tel **Nico Yennaris**, Anglais de 25 ans formé à Arsenal. Ces joueurs ont rejoint la **Chinese Super League (CSL)**, naturalisés du fait de leurs mères chinoises et ayant renoncé à leur nationalité d'origine. Pour les clubs, cette pratique est une première et un moyen de contourner le règlement qui limite à trois le quota de joueurs étrangers pouvant être alignés au coup d'envoi des matches de CSL. Elle permet aussi de contourner la taxe prohibitive de 100% sur les transferts de joueurs venus d'ailleurs. En tout état de cause, leur recrutement aura coûté peu cher, s'agissant d'espoirs en début de carrière. Pour l'Association Nationale du Football (**CFA**), ils offrent aussi l'opportunité de renforcer un Onze national toujours à la traîne. Car en terme de résultats à l'international, il reste du chemin à accomplir avant de pouvoir exaucer les vœux du Président **Xi Jinping**, mordu du ballon rond, de voir son pays recevoir et remporter la Coupe du monde d'ici 2050.

Le bilan du mandat de l'entraîneur italien **Marcello Lippi** à la tête de l'équipe nationale aura été en demi-teinte, avec juste trois places gagnées au palmarès mondial, qui la porte au... 72ème rang ! Ses succès à la direction du **Guangzhou Evergrande**, sa Coupe du Monde remportée en 2006 avec l'équipe d'Italie, n'ont pas suffi à Lippi pour faire monter en puissance l'équipe chinoise, ni pour la

qualifier au Mondial en Russie l'an dernier. Cette énième absence apporte son lot d'interrogations quant au futur du football chinois.

Aux autres niveaux de la compétition asiatique, Lippi n'a pas fait briller davantage les moins de 17 ans et de 18 ans, qui n'ont pu se qualifier en Coupe d'Asie, et les moins de 20 ans qui ont raté l'entrée au Mondial 2019 en mai en Pologne. C'est un indice de l'insuffisance du réservoir d'espoirs du football chinois.

Fin octobre 2018, Lippi annonçait que la **Coupe d'Asie** aux Emirats Arabes Unis de janvier serait son ultime compétition. La Chine se languit de dépasser le quart de finale, qu'elle n'a atteint que deux fois en plus de 20 ans. Une fois de plus, l'équipe nationale était éliminée en quart de finale contre l'**Iran**, un des favoris de la compétition certes.

Suite à cette défaite, les critiques pleuvent sur **Lippi**, sur le jeu pratiqué, la fébrilité de la défense, mais surtout l'**âge** des joueurs sélectionnés : 23 joueurs en fin de course, dont 17 de plus de 29 ans. Leur moyenne d'âge était la plus élevée de la compétition—le capitaine **Zheng Zhi** alignant même 38 printemps. Ne pas avoir choisi de jeunes talents semble en désaccord avec la stratégie de la CFA qui privilégie ces dernières années leur détection et formation .

Dans le même ordre d'idée, le 2 octobre dernier, 55 jeunes de moins de 25 ans étaient appelés pour une formation de style **militaire** en plein championnat, et devaient rater les six dernières rencontres de CSL. Dans les médias, de nombreux commentaires s'étaient interrogés sur l'utilité d'une telle décision, allant jusqu'à l'accuser de « *tuer le football chinois* ».

Cette polémique pointait du doigt un dysfonctionnement des organes décisionnels : qui est aux commandes du football chinois ? Deux organes se disputent le pouvoir, la CFA (émanation des clubs) et la Commission Nationale des Sports sous la férule du Conseil

d'Etat, cette dernière s'ingérant notamment dans le travail de la CFA.

A un mois de la **China Cup** (tournoi amical), le successeur de Lippi n'est toujours pas nommé. Du panier des candidats, plusieurs noms se dégagent, en tête desquels **Li Tie**, ancienne gloire du football chinois . Mais il n'aurait pas les faveurs de la CFA avec qui il entretiendrait des relations glaciales et son passage mitigé au club Hebei CFFC ne joue pas en sa faveur. Un autre postulant est **Fabio Cannavaro**, l'actuel coach du Guangzhou Evergrande. Ce champion du monde italien a l'avantage de bien connaître le football chinois, officiant en CSL depuis 2014. Quoiqu'il en soit, l'heureux élu à son tour devra accepter les ingérences de l'administration sur ses choix concernant l'équipe nationale.

Si la sélection masculine n'a participé jusqu'ici qu'à un seul mondial en 2002, leurs homologues **féminines** n'ont raté qu'une seule édition. Mieux, la Chine s'est hissée jusqu'en finale du Mondial 1999, tombant aux tirs au but contre les Américaines. Mais c'était l'époque où les Chinoises dominaient sans partage le football asiatique avec sept titres consécutifs en Coupe d'Asie depuis 1986. Aujourd'hui, le Onze féminin devrait faire figure d'outsider lors du mondial féminin disputé en France cet été. Parmi elles, **Wang Shuang**, seule Chinoise recrutée à l'étranger, brille depuis son transfert au **PSG** en 2018 et apporte une visibilité du football français en Chine. La **FFF** entend bien en profiter et a conclu un accord sur la retransmission des matches de la L1 masculine avec PPTV qui a attiré 62 millions de téléspectateurs depuis avril 2018.

De tels résultats sont encourageants pour combler le retard de popularité du football français et de ses clubs, vis-à-vis de leurs homologues espagnol ou anglais.

Par Liu Zhifan

Transports : Une Chine à vitesse grand « V »



Avec son territoire démesuré (9,6 millions de km²), sa première population mondiale concentrée au Centre et à l'Est du pays et ses 300 métropoles de plus de 500.000 habitants séparées les unes des autres de 200 à 900 km, la Chine semblait prédestinée au train à **grande vitesse**.

Pourtant, son arrivée en gare ne date que d'« hier ». La ligne **Pékin-Tianjin** était inaugurée en 2008, un tracé de seulement 140km choisi par le planificateur « pour se faire la main ». En 2011, ouvrait la ligne à grande vitesse (LGV) entre les capitales politique et économique, **Pékin - Shanghai**. Dès 2015, la ligne s'imposait comme la plus dense du pays avec 48 millions de passagers au km par an (PPK), et la plus rentable avec un profit annuel de 10 milliards de ¥.

Par sa stratégie à long terme de « 4 puis de 8 axes verticaux et horizontaux », le gouvernement espère mailler le pays en lignes à grande vitesse, censées apporter prospérité jusqu'au Xinjiang et au Tibet.

Le 13^{ème} Plan (2016-2020) prévoit de porter d'ici 2020 le réseau LGV à 30 000 km (cf photo), et de relier plus de 80% des métropoles de plus d'un million d'habitants. C'était quasiment fait dès décembre 2018, disposant dès lors de 29 000 km opérationnels, dont 3 500 km ouverts dans l'année—soit 125% du réseau français (2800 km). La cadence effrénée répond à un choix stratégique de soutien à la croissance par investissement public, gonflant le PIB et maintenant des dizaines de milliers d'emplois.

Mais la Chine ne compte pas s'arrêter là. Annoncé en janvier 2018 par **Lu Dongfu**, PDG de la China Railway Corporation (**CRC**), le réseau devrait atteindre 38 000 km dès 2025 et 45 000 km en 2030.

Cette croissance tous azimuts inquiète. **Zhao Jian**, du Centre de recherche en urbanisation à l'Université Jiaotong (*Shanghai*), tire le signal d'alarme dans une interview à **Caixin** le 29 janvier. Une LGV étant deux à trois fois plus chère qu'une ligne classique et ne transportant que des passagers (pas de fret), la **dette** de la CRC a bondi en une décennie, de 477 milliards de yuans en 2006, à 4720 milliards en 2016 ! Et encore, ce chiffre n'inclut pas la dette des **gouvernements locaux**, évaluée par les experts à 18 290 milliards de ¥. C'est un « *rhinocéros gris* », pour reprendre le terme du Président Xi Jinping désignant ainsi un « *risque reconnu mais sous-estimé* ».

Mais quel est le profit économique et social de ce grand réseau LGV, encore appelé à s'étendre ? Les habitants ont-ils besoin de voyager aussi vite ? Et peuvent-ils se le permettre ? Sur de nombreuses LGV, le trafic peine à décoller, comme sur celle de **Lanzhou - Urumqi**, avec une densité de 2,3 millions PPK. Au plan national, en 2015 soit 7 ans après l'arrivée de la grande vitesse en Chine, la densité moyenne était évaluée à 17 millions de PPK. La revue anglaise Railjournal estime que cette densité était équivalente à celle des ténors du rail, **Japon et France**, à stade de développement similaire. A titre de comparaison, le réseau nippon affiche à ce jour une moyenne de 34 millions de PPK, plus de 50 ans après sa création (1964), et de 23 millions pour le réseau français après quarante ans d'expérience (1981).

Selon **Zuo Dajie**, professeur à l'Université Jiaotong de Chengdu (Sichuan), les LGV du Centre et de l'Ouest sont « *sous-utilisées et déficitaires* » faute d'une forte densité de peuplement. C'est une des causes de l'explosion de la dette des gouvernements locaux. Elle sera aggravée à long terme par des coûts exponentiels de **maintenance** du matériel roulant et des voies, dépenses incontournables pour raisons de sécurité.

Au plan national par ailleurs, le **déclin démographique** sera une cause supplémentaire de baisse de la fréquentation ferroviaire, et donc du revenu global de la CRC (LGV et lignes

classiques).

Autre question : cet investissement massif dans des LGV ne se fait-il pas au détriment du **fret ferroviaire** ? Selon Zuo Dajie, la réponse est *non*, puisque le trafic passager est transféré de la ligne classique vers la nouvelle LGV, libérant des créneaux horaires pour le fret. Si les parts de marché du fret ferroviaire ont chuté ces dix dernières années (50% en 2005 à 17,1% en 2016), c'est plutôt lié à l'apparition simultanée des autoroutes, favorisant un trafic marchandises routier, plus flexible sur les horaires et doté de l'atout imbattable du « *porte à porte* ».

Pour rectifier le tir, Zhao préconise de maintenir l'investissement sur les **lignes classiques**, qui permet au fret ferroviaire de transporter des marchandises dans les zones excentrées.

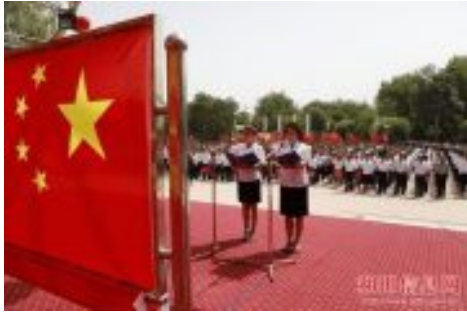
De plus, conserver les **trains régionaux** à vitesse maximum de 100 km/h dans ces zones, est également essentiel pour désenclaver les populations rurales. L'Etat leur octroie 4 milliards de yuans de subventions par an. Pourtant, les gares ferment dans les zones les plus reculées. De plus, l'expert suggère d'améliorer les **correspondances** entre ces trains régionaux et les CRH (équivalent des TGV) dans les gares « hubs ».

Enfin, une dernière recommandation serait de réorienter une part des crédits vers le ferroviaire **interurbain**, un maillage de la région Jing-Jin-Ji (*Pékin-Tianjin-Hebei*) ou du grand-Shanghai (*entre ses gares et aéroports*) par exemple, pour soulager la pression sur les épices des métropoles.

Ces problématiques du rail chinois (*fermeture des lignes régionales, société nationale endettée*) ne sont pas inédites : Japon et France entre autres, en sont passés par là. Après avoir bénéficié de leurs technologies, la Chine a l'opportunité de s'inspirer de leurs expériences (et de leurs rectifications) de gouvernance. Le ferroviaire chinois arrive donc à une étape cruciale de son développement et peut éviter de s'endetter de manière incontrôlable en révisant sa stratégie actuelle, qui s'avère indéniablement non durable.

Par Jeanne Gloanec

Xinjiang : Simoun au Xinjiang



Après 25 mois, l'affaire des camps ouïghours au **Xinjiang** s'internationalise. À l'été 2018, une agence des Nations Unies dénonçait l'ouverture de dizaines de camps et la réclusion d'un million de membres de cette ethnie. La Chine récusait le terme de « *camps d'internement* », mais parlait de « *centres de formation et d'éducation* », tout en les justifiant par le besoin de stabilité dans la région, et d' « *éradiquer l'extrémisme* ».

De multiples voix sont venues s'ajouter, confirmant la détention jusqu'à 10% des Ouïghours du Xinjiang, soumis à une rééducation forcée toute la journée, répétant slogans et chants du régime.

Jusqu'à ce jour, le monde islamique évitait de critiquer la Chine pour l'atteinte aux libertés et droits économiques de ses frères en religion. Des pays tels **Arabie Saoudite**, **Iran** ou **Pakistan** gardaient le silence. **Malaisie** et **Indonésie** exprimaient leur désapprobation en sourdine, soucieux de ne pas compromettre les forts achats chinois de leurs denrées, et les projets d'investissements chinois « *BRI* » (*Belt & Road Initiative*) sur leur sol.

Or, le 9 février, la **Turquie** de **Recip Erdogan** accusait soudain Pékin de créations massives de « *camps d'internement* » et de prisons, d'y pratiquer « *arrestations arbitraires* », « *détentions massives* », « *tortures* » et « *lavages de cerveau* ». La réintroduction de ces pratiques « *au XXI. siècle et la politique d'assimilation systématique seraient une grande honte pour l'humanité* ». Ankara appelle le monde et le Secrétaire général de l'ONU à réagir pour mettre un terme à cette « *tragédie*

humaine ».

La réaction chinoise ne s'est pas faite attendre. Pékin diffusait la vidéo d'**Abdurehim Heyit**, poète et chanteur ouïghour, vivant, alors que le communiqué turc le déclarait mort en deuxième année de captivité. Le journal *Global Times* évoque la « *déception de nombreux Chinois* » face à l'attitude « *superficielle et vaine* » d'Ankara. Selon Pékin, ses mesures « *temporaires et efficaces* » auraient épargné au Xinjiang le sort de la Tchétchénie de la fin du XX. siècle, en proie aux violences séparatistes, avant d'être reconquise à feu et à sang par l'armée russe. La mise en camp aurait aussi été le moyen « *le moins cher* » d'éviter la guerre : depuis leur introduction en 2017, le Xinjiang (et la Chine entière) n'auraient plus connu un seul attentat terroriste.

Les critiques turques seraient inspirées par Washington, mais Ankara serait aussi agitée par son rêve pan-turc : Erdogan espérerait conquérir les voix d'extrême-droite pour emporter ses élections de mars prochain. *Global Times* prédit enfin que la déclaration immature d'Ankara sera sans lendemain. Cette dernière pique fait allusion aux 3,6 milliards de \$ récemment prêtés à la Turquie par la banque ICBC, au titre de projets d'énergie et de transports. De fait, la Turquie, en froid avec les USA et l'Union Européenne pour cause de droits de l'homme et du traitement de la question kurde, ne peut se mettre à dos un ennemi de plus—ce qu'elle vient pourtant de faire...

Mise bout à bout, la somme de tous ces arguments hétéroclites est révélatrice d'un fort embarras chinois, face au front critique de sa politique au Xinjiang, qui s'étale inexorablement vers le monde musulman. La Turquie avait déjà protesté contre la Chine à propos du Xinjiang en 2016, avant de rentrer dans le rang. Sa nouvelle explosion devrait en toute logique forcer d'autres nations à se désolidariser à leur tour de la Chine.

Si les gouvernements restent pour

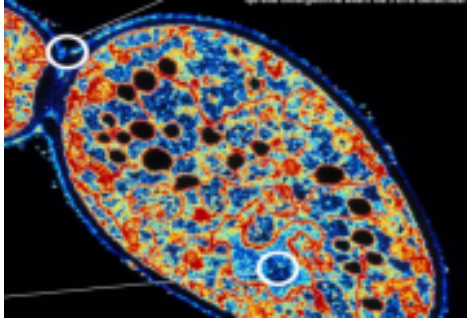
l'instant cois, les peuples réagissent, quand les prisonniers sont de leur pays. Au **Kirghizstan**, A. Kojobekov, n°2 du Comité de sécurité nationale annonce que « *les rassemblements antichinois (contre les internements au Xinjiang) s'élèvent dans tous les pays de l'ex-URSS* ». L'ambassadeur chinois **Xiao Tsinghua** rétorque par des arguments sortis du même moule que ceux opposés à la Turquie : le Kirghizstan n'aurait rien à dire sur le Xinjiang, affaire interne chinoise ; les camps seraient des « *institutions pédagogiques* » où « *nul ne retient* » les pensionnaires, et les kirghiz internés « *sont des citoyens chinois* ».

Cependant, quand les troubles prennent de l'ampleur, on négocie. En 2018 au Kazakhstan, 2000 Kazakhs ont été sortis de camps et autorisés à émigrer vers les pays de leurs origines.

A noter que des minorités ouïghoures ont émigré partout, y compris aux USA, au Canada, en France ou en Allemagne. Certains, naturalisés étrangers, sont retournés en visite familiale et se sont faits arrêter : 17 Ouïghours australiens sont aujourd'hui en prison, en résidence surveillée ou en camps - autant de sources de contentieux pour l'avenir.

Dernier point, probablement sans lien direct, mais plus qu'insolite : **Erik Prince**, barbouze privé américain, est lié à un projet de camp de formation de mercenaires au Xinjiang. **Frontier Service Group** (FSG) de Hong Kong, fournit depuis 2014 une assistance logistique, d'aviation et de sécurité (*mais non d'intervention paramilitaire*) entre des pays, tels la Somalie ou le Kenya. Prince détient 9% de l'entreprise cotée en bourse, et **CITIC** 26%. Le camp pourrait former 8000 hommes par an, destinés à la protection de projets BRI hors de Chine. Prince, qui a troqué en décembre sa position de président de FSG pour celle de n°2, dément l'existence de ce projet au Xinjiang - mais la cérémonie de signature a bien eu lieu, en présence d'officiels de la CITIC et de **XPCC**, complexe militaro-affairiste du Xinjiang, aussi impliqué dans l'affaire.

Agriculture : La Chine, mère nourricière ?



On savait que la Chine avait inventé la poudre à canon et l'imprimerie. Mais voilà que depuis l'Europe, on lui attribue aussi l'invention de la **levure**, l'ingrédient-clé du pain, un des socles de toute civilisation. Etudiant la **levure de bière** (*Saccharomyces cerevisiae*), trois chercheurs français (J. Schacherer de l'Université de Strasbourg, G. Liti de Nice, et P. Wincker du Genoscope d'Évry) concluent que cette bactérie capable de respirer sous oxygène et de fermenter en anaérobie, est venue de Chine, suite à un travail de sélection par l'homme. En plusieurs années, cette équipe a séquencé un ensemble de 1011 génomes

de levures de bière récoltées dans les cinq continents. En même temps, ils les ont faites évoluer sous contrôle laboratoire et ont créé leur base de données.

Ceci leur a permis de déterminer parmi elles 26 lignées, sauvages ou domestiquées – elles sont les mères du pain allemand, de la bière africaine, des fromages français, du saké nippon. En cette recherche, une surprise attendait les savants : sous l'angle des traits génétiques, faute de différences notables, ils ont eu du mal à distinguer les levures chinoises des étrangères, et les espèces les plus proches, *S.paradoxus* (qui vivent en symbiose avec les chênes, bouleaux ou érables), et *S.cerevisiae* (qui partagent le même espace géographique) sont toutes originaires de Chine ou de Taiwan. Il ne leur en a pas fallu plus pour conclure à une origine commune, à une « probable » bactérie plus ancienne, ayant vécu en Chine il y a 15.000 ans avant JC.

Tout sauf anodine, cette recherche a des

implications fortes pour la maîtrise du vivant. À travers la communauté internationale, le projet Sc2.0 tente de créer un **génom**e de **synthèse** capable d'évoluer. L'étape suivante consistera à isoler le « *génom*e *minimum autonome* » père de toutes les levures. Il sera un pas décisif vers le décodage des processus de l'évolution, pour les reproduire en laboratoire en accéléré. Au bout de ce chemin, l'humanité aura appris à transmettre des gènes dans les bactéries et les virus, qui sont le premier socle de toute vie sur Terre. Curieusement, la Chine n'est pas que la terre natale des levures domestiques : en 17 000 av. JC, c'est aussi en Chine, dans le Nord-Est qu'apparaissait le **chien**, croisé à partir du loup, d'après un collectif international de recherche en 2002. Puis en 12 000 av. JC suivait dans cette même région [le poulet](#), selon une équipe sino-allemande en 2014, se basant sur des ossements d'époque néolithique... Tout ceci constituant des indices de l'importance méconnue de la Chine, dans les premiers pas de l'humanité

Blog : TikTok, aussi inquiétant que Huawei ?



Le 11 janvier, un article de Claudia Biancotti, du Peterson Institute, montre que l'application pour smartphone de création et de partage de vidéos **TikTok** pourrait être tout aussi préoccupante que les équipements **Huawei**.

Créée par en septembre 2016 par la « licorne » pékinoise **ByteDance**, TikTok, plus connue en Chine sous le nom de **Douyin**, revendiquait 400 millions d'utilisateurs actifs mensuels, dont 200 millions hors de Chine en novembre 2018. Or la **politique de confidentialité** de TikTok pour les États-Unis et l'Union Européenne stipule que les **données** peuvent être transférées en Chine. Ce

transfert est légal tant que les utilisateurs donnent leur consentement mais ceux-ci n'ont pas de pouvoir d'action sur l'usage de leurs données en Chine. Bien sûr, le problème n'est pas que chinois et l'on sait que **Facebook** a connu une année 2018 catastrophique du fait de scandales de fuites de données—l'entreprise a perdu 120 milliards de \$ en juillet 2018.

Le souci que pose **Huawei** ou, dans une moindre mesure, TikTok, est double. D'abord, se pose la question de la **réciprocité** : pourquoi accepter que la Chine bloque **Facebook**, **Google**, **Twitter** et **Instagram** pour des raisons de sécurité et permettre l'émergence de ses propres champions nationaux, sans que leurs équivalents chinois fassent l'objet de restrictions équivalentes hors de Chine ? De plus, la loi de **cyber-sécurité** de 2017 exige que toutes les entreprises étrangères (dont **Apple** par exemple) stockent leurs données sur des serveurs chinois.

Le problème est aussi **économique** : la Chine doit une grande partie de sa

réussite grâce aux entreprises d'Etat ou aux entreprises privées liées aux intérêts du Parti, comme Huawei. Or, ce modèle devient problématique maintenant qu'elle prend sa place parmi les pays développés, désireuse d'exporter ses technologies et services. En effet, quelle protection un utilisateur étranger peut-il avoir sur ses données privées, stockées sur un smartphone chinois ou transitant via des applications chinoises ?

Les responsables communication d'entreprises chinoises se trouvent donc face à une pression contradictoire. D'une part, le besoin de transparence et de confidentialité des utilisateurs occidentaux. En Chine, pays autoritaire, les usagers sont moins sensibilisés à la protection de leurs données. De l'autre, la loyauté exigée par le Parti et inscrite dans la **loi sur le renseignement national**, qui stipule que « *toutes les organisations et tous les citoyens doivent soutenir les activités de renseignement nationales, coopérer avec eux et collaborer avec eux* ».

[Par Jean-Yves Heurtebise](#)

Petit Peuple : Canton - Le chien volant de Mei Yunqi (1ère partie)



Ce mardi 17 avril 2018, Mei Yunqi, 47 ans, monteuse en à Yagang (Canton) était sortie à 17h57 avant la sonnerie—son patron l'avait laissée filer faire ses courses. Avec son mari et son fils, Yunqi avait migré à l'automne 2017 de sa banlieue de Wuhan (Hubei) pour gagner davantage. De concert, ils se battaient pour que leur fils puisse se marier l'année suivante. Il fallait pouvoir réunir la mise minimale pour obtenir l'emprunt de l'appartement du jeune couple—la fiancée apporterait l'ameublement—et payer aussi le banquet de 60 couverts.

Depuis leur départ pour cette banlieue cantonaise, parents et fils passaient leurs longues journées en différentes usines, et leurs courtes nuits dans un gourbi de 15m², trois matelas sur le béton, une table bancale, trois seaux en plastique retournés en guise de tabourets, une plaque chauffante. Leur seul « luxe » était un frigo cabossé qui préservait leurs repas.

Yunqi se hâtait donc sur la Yantai lu, avenue post-moderne aux tours décaties faisant vivre toute une faune, gargotes, magasins de seconde main, appartements miteux, hôtels borgnes, et ateliers semi-clandestins comme celle qui l'employait à 3500 ¥ par mois.

Jamais au repos, la rue besogneuse scintillait de néons rouges et jaunes criards de bars et karaokés. Deux blocs plus loin se trouvait le marché, qui fermerait dans 30 minutes. C'est pourquoi elle se hâtait, cabas en main, concentrée sur sa liste d'humbles achats : 3 poireaux, 1 concombre amer, 4 « liang »

(200 grammes) de farine pour ses bouchées vapeurs, du lard et gingembre. Le nez au sol, elle ne vit pas le ciel lui tomber sur la tête, sous la forme d'un chien jaune à poil ras, faisant bien ses 35cm au garrot. Sous le choc, Yunqi s'effondra inanimée. Un instant groggy, l'animal relevait la tête, tentait de se redresser, bientôt y parvenait pour s'éloigner à petit trot, frayant son passage parmi les curieux agglutinés autour du point d'impact.

Yunqi se réveilla sous les néons en salle de réanimation à l'hôpital de Baiyun. Il lui fallut une heure pour reprendre conscience, par vagues successives de perception floue et d'élanements de douleur. Dans son champ de vision limité par les bandelettes, elle se devinait intubée, sous perfusion, plâtrée du torse à la tête. A son chevet, veillaient son mari et son fils, les yeux rouges des heures passées dans l'incertitude de la voir rémérer. Repassant la voir, le chirurgien ne lui fit aucun mystère de la gravité de son état : surprise par la chute de ce chien de 20 kg, elle n'avait pas eu le réflexe de raidir son dos, ses épaules. Sa nuque avait absorbé tout le poids du choc, de la 3ème à la 5ème cervicale, la faisant se ployer à 90°. Moelle épinière atteinte, elle souffrait de lésions peut-être irréversibles. Elle devait remercier le ciel d'être en vie, et accepter sa nouvelle condition de tétraplégique. Tentant de remuer ses orteils et ses doigts, elle vérifia instantanément la vérité du diagnostic : ses membres ne réagissaient plus. L'urgentiste lui avait posé une sonde pour lui éviter de s'étouffer, et un goutte-à-goutte lui injectait des sédatifs contre la douleur qui malgré tout l'attaquait avec force grandissante. « *Nous n'avons pas d'idée de vos chances de récupération* » poursuivit l'homme en blanc. Avant de suggérer à Yunqi de faire allumer des bâtonnets d'encens au prochain temple, et de prier !

Comme si ces malheurs ne suffisaient pas, d'autres suivirent sans tarder. Décidément, se dit le mari, sa femme

était bien « *l'étoile du tigre blanc* » (baihuxing, 白虎星), celle qui attire la scoumoune, le guignon de l'univers. Car faute d'assurance, ils allaient devoir faire face seuls au malheur ! L'hôpital leur avait bien fait une fleur en opérant Yunqi sans paiement préalable, mais dès la réanimation, le comptable vint présenter à ses proches la note en dizaines de milliers de yuans. Suivirent les soins prescrits par le médecin, un massage du torse et des membres toutes les 2 heures, pour prévenir l'atrophie, deux visites hebdomadaires auprès du spécialiste. Le trio dut aussi quitter leur logement et vivre à l'hôtel. C'était la seule manière pour que Yunqi puisse disposer d'une surveillance constante tout en permettant à ses hommes de garder leur emploi.

Avec tous ces frais, leurs économies fondaient au soleil. 20% de la cagnotte était déjà partie : la famille de la promise se mettait à chercher ailleurs, un autre mari en état de payer la dot qu'eux-mêmes n'avaient notoirement plus aucune chance de payer !

Mais de tout ce drame, au fait, qui était responsable, et qui paierait ? C'était la grande question, et pas seulement pour la famille. La tour d'où avait chu le chien était identifiée. Aux quatre coins du pays depuis des semaines, le clip de la vidéo de surveillance passait en boucle sur les réseaux sociaux, montrant au ralenti la boule de poil et de chair en chute libre sur la passante, l'impact, la lente torsion du cou, le déséquilibre, le fracas des deux corps confondus.

Mais que faisait cet animal au 2ème étage d'un immeuble, dans un espace de production électronique, supposément hors poussière ? Et que lui était-il arrivé, pour tomber de la sorte ? Et comment s'appelait-il, et qui était son maître ? Le mystère était entier !

Pour Mei Yunqi et les siens, comment obtenir justice ? On le saura la semaine prochaine.

Rendez-vous : Semaine du 18 au 24 février 2019



16-19 février, Pékin : China FISH, Salon international des équipements de pêche sportive

20-23 février, Canton : DPES SIGN & LED EXPO CHINA, Salon chinois international des équipements de publicité



21-23 février, Shanghai : SIOF - CHINA (SHANGHAI) INTERNATIONAL OPTICS FAIR, Salon international de l'optique



21-23 février, Canton : GUANGZHOU INTERNATIONAL TRAVEL FAIR, Salon international du voyage

21-23 février, Shanghai : TCT + PERSONALISE ASIA, Salon de l'impression numérique 3D et des technologies de production additive (par ajout de matière)

21-23 février, Shenzhen : LED CHINA, Salon mondial de l'industrie des LED. Signalisation, éclairage, affichage, applications, composants et équipements...

22-25 février, Pékin : CIAACE, Salon chinois international des accessoires auto



24-27 février, Canton : MUSIC GUANGZHOU, MUSICAL INSTRUMENTS Guangzhou, Salon chinois international des instruments de musique

Vent de la Chine : Le Vent de la Chine... sur votre smartphone !



Chers lecteurs,

Pour célébrer le passage à l'année du **Cochon**, nous avons le plaisir d'annoncer le lancement de nos **nouvelles applications mobiles**, permettant de lire **Le Vent de la Chine**, où que vous soyez !

Depuis votre portable, vous pouvez télécharger [la version pour iPhones et iPads sur l'Apple Store ici](#).

Pour les smartphones **Android**, [veuillez cliquer ici, le téléchargement d'un fichier débutera automatiquement](#).

Pour vous connecter à votre compte, il suffit de taper votre email sous "configuration", recevoir un code unique, et le jour est joué !

En vous souhaitant une excellente lecture,

L'équipe du **Vent de la Chine**